

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX D 2 et D 3

Numéro dans les séries spéciales :

508 TM

PAIERIE GENERALE  
DE LA SEINE  
- 8 JUIL 1960  
N°

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

|    |            |    |           |
|----|------------|----|-----------|
| n° | 66-89-A8B3 | du | 29-7-1966 |
| n° |            | du |           |
| n° |            | du |           |
| n° |            | du |           |

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

|    |  |    |  |
|----|--|----|--|
| n° |  | du |  |
|----|--|----|--|

- I. — BOIS SOUMIS AU REGIME FORESTIER — ADJUDICATIONS — NOUVEAU TAUX DE LA TAXE FORFAITAIRE
- II. — COMPTE N° 12-002 : « REGLEMENT DES FOURNITURES ET TRAVAUX MIS A LA CHARGE DES ADJUDICATAIRES ET CESSIONNAIRES DES COUPES DE BOIS DOMANIALES ET DES ADJUDICATAIRES DE DROITS DIVERS DANS LES FORETS ET DOMAINES DE L'ETAT »

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 58-176 A7 du 15 septembre 1958.

I. — Nouveau taux de la taxe forfaitaire.

Conformément aux prescriptions des Cahiers des Charges (article 11 du Cahier des Charges des Ventes de Coupes de bois soumis au régime forestier, articles 35 et 36 du Cahier des Charges pour la vente des coupes sur pied par unités de produits, article 6 du Cahier des Charges des ventes de bois façonnés), les adjudicataires de

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION  
G  
66

|     |     |     |    |   |
|-----|-----|-----|----|---|
| RGS | TPG | TGP | RF | P |
|-----|-----|-----|----|---|

**INSTRUCTION**  
**N° 60-114-A 7 -**  
**M 0**  
**du 4 juillet 1960**

coupes et de produits de toute nature provenant des forêts de l'Etat et des collectivités locales sont tenus de verser, en sus du prix principal de l'adjudication, une taxe forfaitaire dont le taux actuel a été fixé à 13 % du montant de l'adjudication par une décision en date du 13 août 1948 d'un des prédécesseurs du Ministre.

Il résulte d'un Arrêt de la Cour de Cassation en date du 13 mai 1959 que les bois vendus provenant de coupes effectuées périodiquement, suivant un plan d'aménagement établi en fonction de la croissance et de la reproduction de la forêt, constituent des récoltes au sens de l'article 726, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code général des impôts.

L'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ayant pris pour règle de perception des droits de mutation la doctrine résultant de cet Arrêt, les ventes de l'espèce réalisées par les exploitants sont désormais passibles du seul droit réduit de 4,20 % prévu par ce dernier article alors qu'elles étaient antérieurement soumises, soit au tarif de 12 % édicté par l'article 725 du Code général des Impôts, en cas de cession amiable ou d'adjudication au rabais ou sur soumissions cachetées, soit au tarif de 9,20 % fixé par l'article 731 de ce Code ainsi qu'aux taxes locales additionnelles aux droits d'enregistrement (1,6 % et 1,2 %) en cas de vente aux enchères publiques.

Pour tenir compte de cette réduction du droit d'enregistrement, il a été décidé, en conséquence, de ramener de 13 % à 6 % le taux de la taxe forfaitaire versée, pour tous frais et droits de vente, par les adjudicataires de coupes et de produits de toute nature provenant des forêts soumises au régime forestier en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphes 1 et 2, du Code forestier (Forêts de l'Etat et des collectivités locales).

La date d'entrée en vigueur du nouveau taux de la taxe forfaitaire est fixée au 15 juillet 1960.

Il a été précisé à cet égard qu'étant donné son caractère forfaitaire et contractuel, qui en fait un élément du prix, la taxe de 13 % versée par les adjudicataires en vertu des dispositions des Cahiers des Charges actuellement en vigueur ne saurait donner lieu à restitution, pour le motif que le droit réduit de 4,20 % serait seul exigible.

Bien entendu, le taux de cette taxe demeurerait fixé à 13 % dans l'hypothèse, d'ailleurs très exceptionnelle, où les produits mis en vente ne présenteraient pas le caractère de récoltes au sens de l'article 726, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code général des Impôts, par exemple en cas de disparition complète et définitive d'une forêt ou d'une partie de forêt par suite de la réalisation d'un ouvrage d'intérêt public, comme la création d'un barrage. Les précisions utiles seraient alors fournies par l'Administration des Eaux et Forêts.

Les modifications à apporter aux Cahiers des Charges, en conséquence des dispositions qui précèdent, seront réalisées par les soins de cette dernière Administration.

**II. — Compte n° 12-002 : « Règlement des fournitures et travaux mis à la charge des adjudicataires et cessionnaires des coupes de bois domaniales et des adjudicataires de droits divers dans les forêts et domaines de l'Etat. »**

Conformément à la réglementation en vigueur (Cf. en dernier lieu Instruction n° 58-176 A 7 du 15 septembre 1958), les adjudicataires de coupes de bois domaniales sont tenus de régler la valeur des fournitures et travaux imposés sur la vente et mis à leur charge, à la Caisse des Trésoriers-Payeurs Généraux qui les imputent dans leurs écritures au compte n° 12-002 : « Règlement de fournitures et travaux mis à la charge des adjudicataires... »

Ce compte supporte, par ailleurs, les dépenses effectuées par l'Administration des Eaux et Forêts en vue de régler le prix des travaux et fournitures en cause.



La circulaire de la Direction de la Comptabilité Publique n° 818 du 25 février 1950 (B. S. T. n° 9 R) précise que le montant des paiements effectués ne doit pas, dans le cadre de chaque affaire, excéder les sommes encaissées au titre du règlement des charges.

A cet effet, les Trésoriers-Payeurs Généraux tiennent une comptabilité auxiliaire qui décrit les opérations par « forêt » ou « groupe de forêts » et dont les résultats sont confrontés avec ceux de la comptabilité administrative des Conservateurs des Eaux et Forêts.

Une instruction n° 67 du 7 décembre 1951 de la Direction Générale des Eaux et Forêts, adressée aux Conservateurs, prescrit d'ailleurs « que pour permettre au Trésorier-Payeur Général de suivre les recettes et les dépenses par forêt, les titres de perception et les titres de paiement devront porter un numéro d'ordre pour chaque forêt (ou groupe de forêts) ».

En vue de permettre une utilisation plus rationnelle des sommes ainsi mises en charge, les Trésoriers-Payeurs Généraux sont invités à tenir désormais la comptabilité auxiliaire des opérations du compte n° 12-002 par *inspection forestière* seulement.

En conséquence, les comptables supérieurs du Trésor demeurent fondés à exiger que les titres de perception et les titres de paiement afférents aux opérations décrites à ce compte portent la désignation en clair de l'Inspection forestière à laquelle ils se rapportent.

Les Conservateurs des Eaux et Forêts sont avisés de ces nouvelles dispositions par les soins de leur Administration.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique  
et par délégation du Ministre :

*Le Chef de Service,*

R. VÉRON

**INSTRUCTION**  
**N° 60-114-A 7 -**  
**M 0**  
**du 4 juillet 1960**